L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 4 AOUT 1869. 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 4 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Eugène Tournié, au No 85 rue Vieille Levée à 10 heures du matin—20 barriques de vin—ouest—en débarr. Comme de la barque Ann & Alice, venant de Bordeaux. Aussi cépes à l'huile, olives d'Espagne, liqueurs, cognac, &c., sur la Levée, vis-à-vis la rue des Ursuli, ou en débarquement de la barque Coromandel, de Bordeaux.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 31 de la rue de Chartres — marchandises sèches et liagerie.

Par S. Guinault, à 10 heures, rue d'Amour, entre Espagnole et Histoire—le fonds d'un magasin de groceries, vins, &c., consistant en marchandises, nouvellement une charrette.

Par Dejan, Jr, à sa salle d'encan, coin Gravier et Carondelet — Un assortiment de meubles de maison et de bureau, et des pianos.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185.....Rue des Remparts.....185

ATTENTION.

Ventes à l'encan aujourd'hui, par Eugène Tournié :
10—A 11 heures A. M., au No 85, Vieille-Levée—20 barriques vin rouge, en barque Anna & Alice, venant de Bordeaux. Aussi, vermouth, eau-de-liqueurs, &c.
10—A 3 heures P. M., sur la Levée—65 barriques vin rouge, en débarquement de la barque Coromandel, de Bordeaux.
☞ Ventes sans réserve.

ABONNEMENT.

UN AN.....$16 00
TROIS MOIS.....4 00
UN MOIS.....1 50

L'abonnement est payable d'avance aux bureaux de l'Abeille.

Le journal est envoyé régulièrement aux abonnés le matin, de très bonne heure.

Un empire libéral et une république despotique.

Un empire libéral est une chose rare, assez rare pour saisir l'esprit et exciter l'admiration des peuples. Napoléon n'est pas le premier à nous en donner l'exemple. La fin du siècle dernier nous avait offert déjà ce grand spectacle—celui de l'Allemagne d'abord. Joseph II par son édit sur le gouvernement général des Pays Bas, par l'attitude de ses représentants aux conférences de Bruxelles entre lui et les Etats généraux, et par ses réformes en matière de culte, avait montré des dispositions politiques et morales très avancées pour son époque. L'empereur Nicolas a démantibulé de lui-même les serfs de la Couronne et tous les serfs de ses Etats. Aujourd hui l'Empereur d'Autriche s'applique par toutes les mesures imaginables à regagner l'estime de ses peuples et il paraît y parvenir. Et France la chose paraissait plus difficile en raison du caractère de la nation. En effet, on n'aime pas en France les libertés octroyées mais celles qu'on prend. Il ne faut donc jamais y compter sur la reconnaissance des gouvernés. Au contraire, le gouvernement doit se défier d'autant plus qu'en moment même où il semble répondre aux plus chers de leurs vœux. Napoléon, certes, connaît le pays auquel il a affaire. Il sait où il doit savoir que ses prérogatives et son pouvoir n'existent vus de mauvais œil que par une partie de la France, et que l'autre partie ne lui tiendra pas compte d'y avoir renoncé. Son libéralisme ne saurait être plus grand cependant, par le résultat de la dernière élection, produit par le suffrage universel, ne lui imposait nullement l'obligation constitutionnelle de céder aux demandes des mécontents. Les amis de l'empire et moins du gouvernement personnel sont encore en forte majorité dans le Corps législatif. Les mêmes rouages pouvaient donc fonctionner et les mêmes errements se poursuivre sans difficulté bien sérieuses. Si l'on veut que Napoléon, néanmoins, n'a pas voulu rester sous le coup de la suspicion nationale ; il n'a pas voulu que personne put dire que son gouvernement était imposé par la force et se maintenait par la force ; il cède non à des besoins graves, hautement présentés et exprimés, mais à des ambitions impatientes de réformes dans un but bien connu, dans un but révolutionnaire, ambitions que les réformes ne satisferont pas et que la révolution elle-même ne pourrait satisfaire.

Cette transformation de l'empire de Napoléon en gouvernement libéral, en monarchie représentative, étonne d'autant plus que cet empire était fondé sur le suffrage universel semblait tirer de là une force permanente indestructible, quels que fussent les représentants que ce suffrage voulut donner au pays. C'est toujours par une législation progressive qu'une nation se gouverne. Or cette législation, faite sous l'Empire par des législateurs librement élus, ne paraissait-elle pas entourée de toutes les garanties possibles de popularité, de crédit et d'universalité ?

Tous les hommes judicieux et de bonne foi répondront d'une manière affirmative. Il disait que rien ne manquait à cet empire pour faire un gouvernement utile, éclairé, progressif et en même temps puissant et redoutable à l'intérieur comme à l'extérieur. Voulait-il mieux maintenant que les représentants du suffrage universel auront plus de liberté parlementaire et plus d'initiative ? Non, disent bien certainement ces mêmes hommes judicieux et graves, car les passions que les élus représenteront seront les leurs propres et non celles du pays ; mais le pays pourra s'y tromper et les juger pour quelques. Le droit d'initiative cédé au Corps-Législatif ne peut produire aucun bien et causera, sans qui doute, beaucoup de mal. Ce droit d'initiative est celui dont jouissaient les Chambres sous Louis XVIII, Charles X et Louis Philippe et qui rendait les sessions interminables. Tout dépité, armé de ce droit, peut présenter à la Chambre un projet de loi et la présentation en est autorisée d'avance par un certain nombre de votes. Il n'est pas probable qu'avec une majorité impérialiste dans tous les bureaux, ce droit soit fort à craindre en ce moment, mais il aura son influence de propagande ; on discutera dans les bureaux ; les discussions de bureau irdut à la presse ; la presse en fera part au pays et le pays saura le nom des membres qui se seront opposés à la présentation des projets soutenus par la faction bonapartiste. On voit tout de suite que les discussions de bureau iront fort loin, aussi loin que les discussions du Corps Législatif mêmes, et c'est par des discussions semblables que la France fut conduite sans qu'elle s'en doutât aux élections de 1827 qui furent le tocsin de la chute de Charles X. Ces discussions de bureau ne—firent pas moins de mal au gouvernement de Louis Philippe qui ne put y résister. En forcer—elles moins sous l'Empire qui donne à la fois le droit d'initiative parlementaire avec le suffrage universel ? Cela n'est pas à supposer et le gouvernement impérial en l'octroyant se livre à tous les périls de la plus téméraire des aventures. Laisser la Chambre élire ses secrétaires et son président, ce n'est rien ; laisser la Chambre régler son ordre du jour, ce n'est rien ; accepter la responsabilité des ministres en n'est rien ; prendre ses ministres dans la Chambre ce n'est rien : mais accorder le droit d'adresse et d'initiative parlementaire, c'est tout. Les passions éclateront de tous côtés dans la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône, et ce que nu dira pas l'adresse les bureaux le diront dans les discussions particulières que la presse mal intentionnée élèvera à la hauteur des discours publics. Le droit d'initiative parlementaire accordé, c'est la transformation pure et simple de l'empire en monarchie constitutionnelle représentative, gouvernement de légalité et de discussion que nous avons vu deux fois à l'œuvre et que deux fois nous avons vu tomber sous la colère et le mépris non raisonné du peuple.

Napoléon nous donne aujourd hui l'exemple d'une troisième épreuve : et cela dans des conditions en apparence moins favorables à l'ordre et à l'autorité que sous les régimes précédents. La France aura toutes les libertés constitutionnelles que comportait le gouvernement de Louis Philippe et en outre la grande lubie des radicaux de tous pays, le suffrage universel. Il serait bien surprenant que cette lubie sauvât le gouvernement au lieu de le détruire.

Quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne, le gouvernement impérial de France fait aujourd hui le contre-pied de ce qu'on se fait aux Etats-Unis sous la présidence de Grant. Napoléon a une majorité de 220 voix dans une assemblée de 282 membres, son gouvernement a obtenu une majorité d'un million cinq cent mille dans le vote populaire direct, et Napoléon regarde cette majorité comme insuffisante pour continuer le régime vers lequel la nation de Deux décembre. Napoléon s'incline non devant une majorité puissante qui est pour lui, mais devant une minorité faible et seulement agrandie de quelques suffrages. On ne peut rendre un hommage plus éclatant à la souveraineté du peuple qui est ainsi servi au-delà de ses vœux et de ses aspirations.

Grant a-t-il au même degré le sentiment de ce qu'il doit au peuple des Etats-Unis ? Quelle a été la majorité de Grant aux dernières élections ? Cette majorité a été d'environ 300,000 sur un bordereau de votes s'élevant à près de sept millions. C'est là un faible chiffre comparé au chiffre de la majorité en France. Grant avec ses 300,000 radicaux ne s'en croit pas moins autorisé à gouverner despotiquement les Etats-Unis ? Il regarde comme non avenus les millions de suffrages démocratiques donnés à Seymour ; il change totalement le personnel administratif, renvoie impitoyablement de vieux employés maintenus respectueusement par ses prédécesseurs et repousse tous les postulants qui ne présentent pas dans leur origine ou dans leurs précédents des garanties absolues au parti radical. Il autorise au Sud l'établissement de cours martiales pour juger des crimes commis par des civiliens en temps de paix et il recherche laborieusement les moyens de fortifier le radicalisme dans le Nord et dans le Sud par tous les expédients à l'usage des gouvernements arbitraires et absolus. Voilà le spectacle que donne au monde la monarchie d'un côté et la république de l'autre. En France, de grands égards pour l'opinion publique et grande envie de marcher avec elle ; en rivalisant de libéralisme avec ceux qui prétendent conduire cette opinion ; en Amérique au contraire, grand mépris pour l'opinion publique et grande envie de la fouler aux pieds, si l'on ne parvient à la modeler à la façon d'un parti En France pas de veto ; aux Etats-Unis un veto toujours menaçant. Alors, où est la république ? En France on aux Etats Unis ? Qu'on juge !

Les Quais et la Chambre de Commerce.

Lundi soir, la Chambre de Commerce a eu une grande réunion sous la présidence de M. Fosdick. Les membres avaient été convoqués pour délibérer sur les privilèges de quai accordés par l'Etat et par la ville à la Compagnie de Chattanooga et à M. Ch. Morgan, pour favoriser des vues industrielles relatives à des entreprises de chemin de fer. Le général Harry T Hays, qui avait été chargé d'examiner la question, a fait un rapport entièrement opposé aux concessions dont il s'agit. Le général Hays a dit qu'après un mûr examen de cette affaire, il était arrivé à la conviction que si l'Etat ni la ville n'ont le droit de disposer des quais et débarcadères, au-delà de ce qui est absolument nécessaire pour le service des ferries et du commerce en général. Si la ville accorde aux chemins de fer les 600 pieds que les compagnies demandent, elle pourrait tout aussi bien leur concéder tous les quais et toutes les levées dans leur longueur Alors qui serviendrait le droit du commerce en général ? Les navires et les bateaux n'auraient plus le moyen d'aborder aux quais de la Nouvelle Orléans.

Dans l'opinion du général Hays, opinion appuyée sur la loi qui régit la matière, la Levée est publique ; elle est tout aussi bien la propriété du Nord et de l'Ouest que du peuple de la Louisiane et de la Nouvelle-Orléans, et tout le droit que la ville possède à cet égard, c'est de lever des taxes de wharfage pour le bénéfice du commerce même, en lui assurant des facilités d'embarquement et de débarquement.

A la suite de ce rapport, M. Fuedick, se faisant remplacer par M. Varin au fauteuil de la présidence, a présenté des résolutions dont voici la substance :

La législature de cet Etat ayant accordé à la compagnie du chemin de fer de Chattanooga des privilèges extraordinaires, et le Conseil de ville de la Nouvelle-Orléans ayant accordé à M. Morgan, pour une route devant aller au Texas, des privilèges semblables, la Chambre de Commerce considérant ces privilèges comme une infraction aux droits d'un grand nombre de négociants engagés dans le commerce du coton et des produits de l'Ouest, charge le président de nommer un comité de trois membres qui auront la mission d'employer des avocats et de lever des fonds pour s'opposer en justice à l'exécution des concessions faites par l'Etat et la ville, et prendre telles mesures que de raison pour protéger les intérêts et les droits de la communauté commerciale.

M. Fosdick a soutenu sa proposition avec beaucoup de force. Il a dit que si les Compagnies de chemin de fer s'emparaient ainsi des rives du fleuve devant la ville, il ne restait plus aux négociants qu'à démolir leurs entrepôts et leurs magasins pour les reédifier dans le Quartier Français ou le Troisième District, attendu que les bateaux à vapeur seraient obligés de s'arrêter dans l'ou ou d'aller vers l'autre pour y trouver des débarcadères. Si l'on veut que la ville reste ou elle est, il faut donc ne pas déranger le mouvement du commerce en le forçant d'aller chercher ailleurs les facilités qui suffisent à peine aujourd'hui là où elles sont établies depuis longtemps. Il faut chercher à les agrandir et non à les amoindrir dans l'intérêt unique d'entreprises industrielles dont le bénéfice pour la Nlle-Orléans sera pendant nombre d'années une chose fort hypothétique.

Toutes ces opinions sont les nôtres. Nous sommes complètement opposé à ces petites s' faires qui ne peuvent que nuire aux meilleures ressources dans donner un cent de bénéfice à la communauté. Hangars ici, qu'on veut laisser faire pour rien, quais là, qu'on veut vendre pour une baguette, et tout cela dans quel but ? Dans le but de tuer à jamais la ferme générale de quais dont on ne veut plus, afin, sans doute, de ne pas déranger les propriétaires des agents, concierges et collecteurs de la Municipalité. Mais dans trois ans quand il faudra réparer ces mêmes quais et débarcadères, où en trouvera-t-on le moyen ? L'argent, où le prendra-t-on ? C'est alors que les Conseils de ville comprendront leur erreur. S'étant privés de la faculté de vendre les battures, ils ne pourront plus avoir de capital et comme ils n'auront pas plus de crédit, ils ne pourront avoir tout perdu par leur faute. Si nous la leur reprochons, après les avoir avertie, comme nous les avertissons aujourd'hui, pourront-ils se plaindre ?

☞ La poudre Laroche est le purgatif végétal le plus agréable, le plus efficace et le plus énergique de tous les purgatifs. Ce médicament réunit à la fois tous les genres de succès.

A vendre chez Ball, Lyons & Co., 40 et 42 rue du Camp ; Ducourg, 39 rue de Chartres ; A. Griffo, 285 rue Royale.

☞

$55.—C'est le prix, à New York, de la Machine à coudre de Grover & Baker qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye ni frut ni assurance.

L'AMER DE QUACO —M. Jos. Lladó, encaisseur Chartres et Dumaine, est à la Nouvelle Orléans le seul agent de vente pour ce fameux amer dont les propriétés sont si estimées. Les personnes qui éprouvent des faiblesses d'estomac ou quelque débilité de tempérament feraient bien de se mettre à l'usage de cet amer qui, fabriqué avec la substance de quaco, possède les vertus extraordinaires. Nous le leur recommandons, en outre, comme une boisson agréable et qui peut supporter le mélange avec diverses liqueurs.

BANQUE DU CRESCENT CITY. — Les souscripteurs au capital social de cette Banque sont priés de remarquer que notice qu'ils verront plus loin, que le troisième versement de 10 pour cent est dû à partir du 1er août.

CHARBON CHARBON—Eu été il faut se pourvoir contre l'hiver. C'est pour cela que MM. Beale et Laine, marchands de charbon, annoncent qu'ils ont à remettre du Pittsburg, de l'Anthracite et du Cannel anglais de première qualité. Tous ordres laissés à leur bureau, rue Carondelet, No 10, ou sur la Levée, au ferry du Troisième District on encore au coin des rues Louisa et Levée, seront exécutés promptement. Ces messieurs ne se bornent pas à faire délivrer du charbon dans toutes les parties de la ville pour les besoins des familles ; ils sont prêts aussi à en fournir aux steamers, car leur approvisionnement est immense, et ils peuvent céder à bon marché toute quantité de charbon qui sera désirée.

$55.—Une dame ne saurait faire une plus grande économie qu'en achetant une Machine à coudre de cinquante cinq piastres, de Grover & Baker. C'est une compagnie aussi commode que gaie.—A vendre au No 182 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

Voyage de l'Impératrice Eugénie.

Nous lisons dans la *France* :

Nous avons quelques renseignements que nous croyons exacts, sur le voyage projeté de l'Impératrice. Sa Majesté fait déjà ses préparatifs de départ. Elle doit se trouver le 30 septembre à Constantinople.

Le sultan met à sa disposition le plus beau de ses palais qu'il fait orner avec toute la richesse du luxe oriental.

L'impératrice passera une dizaine de jours à Constantinople au milieu des fêtes préparées en son honneur, tant au sein de la capitale que sur les rives du Bosphore.

Vers le 10 octobre, Sa Majesté ira visiter Smyrne et ses splendides environs. Cette excursion promet naturellement une certaine de jours. Du 20 octobre au 17 novembre, date définitive de l'inauguration du canal de Suez, l'itinéraire de Sa Majesté n'est pas encore connu.

L'impératrice assistera aux fêtes d'inauguration du canal, sur l'invitation expresse de S. M. le sultan.

On pense que Djemil Pacha, ambassadeur de la Porte à Paris, accompagnera l'Impératrice dans ce voyage.

$55.—C'est le prix de la célèbre Machine à coudre de Grover & Baker, qui a remporté les deux premiers prix à la troisième foire de l'Etat de la Louisiane et la croix de la Légion d'Honneur à la dernière Exposition de Paris.—A vendre au No 182 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

TEMPERATURE—3 Août 1869.

THERMOMETRE DE C. DUBAMEL, OPTICIEN, No 111, rue du Canal.

6 heures A. M.....78 degrés.
12 " A. M.....83 "
3 " P. M.....84 "
6 " P. M.....83 "

Echos Parlementaires.

PARIS, 17 juillet.

Malgré le décret de prorogation indéfinie, la plupart des députés n'ont pas quitté Paris.

On les voit encore, par groupes, dans les couloirs de la Chambre, aux heures ordinaires des séances. C'est toujours le décret de prorogation qui est le grand sujet de leurs entretiens, surtout pour ceux dont les pouvoirs ne sont pas vérifiés.

Il serait assez difficile de trouver une formule générale intelligible avec exactitude leurs impressions au sujet des événements de ces dernières jours.

Les uns disent : " Le Message impérial est un acte additionnel rénové. Il était impossible de mieux sortir des difficultés créées par l'interpellation des 116 "

Les autres répondent : " Le Message ou va au delà ou reste en deçà de ce que nous avons demandé.

Nous avons entendu un signataire de l'interpellation formuler ainsi sa pensée : " Je voulais uniquement, quant à moi, la responsabilité ministérielle. La reste, je l'accepte, parce qu'il n'appartient pas à un membre d'une Assemblée de refuser un accroissement d'attribution; mais le cabinet responsable est amplifié à tout. "

D'autres, en assez grand nombre, protestent qu'ils ont voulu résoudre une question de principes, et non point provoquer un changement de personnes, et regrettent la détermination de laquelle sont sorties les complications actuelles.

On assure que les députés, officiers de la couronne, ne se sont pas réunis aux signataires de la demande d'audience des députés non vérifiés. Un autre député, qui n'est ni chambellan, ni écuyer, disait : " Je trouve peu patriotique, à propos d'une préoccupation personnelle, d'ajouter aux embarras du gouvernement. "

Il y avait hier soir, chez M. le président Schneider, un dîner d'une trentaine de couverts.

La réception du soir a été assez nombreuse. Les conversations étaient animées.

M. Emile Ollivier est arrivé un peu avant minuit, et il n'est reparti que beaucoup plus tard, après un long entretien avec M. Buffet et le président.

M. Segris et M. Louvet étaient naturellement entourés, et ne répondaient que par des phrases évasives aux complimente qui leur étaient adressés.

Nous croyons que, dans les conversations de la soirée, bien des susceptibilités se sont apaisées au sujet de la prorogation. Quelques explications franches ont enlevé à cette mesure ce qu'elle avait paru d'abord d'hostilité. Il est évident qu'on n'a voulu blesser personne; le moment était très mal choisi.

On raconte que M. Rouher avait été mandé, ce matin, à Saint Cloud, par l'Empereur, et l'entretien de Sa Majesté avec l'ancien ministre d'Etat était l'objet de nouveaux commentaires.

M. Rouher, disait-on, avait été consulté par l'Empereur sur la situation actuelle; il était venu sans programme ; mais la conversation avait porté à la fois sur la manière de dénouer la crise ministérielle et sur le projet de sénatus-consulte.

M. Rouher aurait gardé sur les personnes la plus grande réserve ; mais, sur les réformes elles mêmes, tout en déclinant, dans sa position actuelle, le concours qui lui était demandé, il aurait exprimé l'avis que les nouveaux ministres ne devaient arriver devant le Sénat qu'avec un projet très large et très sérieux, donnant aux principes du Message tout le développement qu'il comporte.

Ces rumeurs ne s'accordent guère avec ce que nous lisons ce matin dans un journal ; nous croyons cependant qu'elles se rapprochent beaucoup plus de la vérité.

La gauche a décidé qu'elle se réunirait tous les jours, à trois heures, dans un des bureaux de la Chambre, en cas où un nombre suffisant de députés pourrait prendre part à des réunions devraient indiquer l'endroit où l'on pourrait leur adresser des convocations.

La gauche se réunira, en outre, dans un dîner, demain soir.

Depuis la lecture du Message, M. Thiers est en proie à une sorte d'agitation nerveuse, qui se traduit par une curieuse exubérance de gestes, de paroles et d'exclamations.

Réponse parlementaire ! réplique parlementaire ! disait-il en accostant les épanlaetés députés de Paris, cela est bien vite dit ; mais moi qui ai vu trente ans de parlement, je ne répète, je sais quel tempérament il demande, et le tiers-parti est trop mou pour pouvoir conduire la barque dans les circonstances actuelles.

L'Affaire des Décrets Impériaux.

L'incident relatif au décret de prorogation du Corps législatif prend des proportions telles, que nous croyons devoir en préciser les détails.

Le matin du 12, le ministre d'Etat avait écrit de sa main et fait signer par l'Empereur au décret prorogeant le Corps législatif un lundi 9 de ce mois. M. Rouher était revenu avec ce décret, qui devait être lu en séance publique. Le soir, il n'avait été envoyé au *Journal officiel* que la note annonçant la démission de tous les ministres.

A minuit moins un quart le ministre était couché. M. Schneider, arrivant de Saint Cloud, apporte une lettre de l'Empereur qui priait M. Rouher d'insérer au *Journal officiel* un décret rédigé sur les indications de M. Schneider et d'ajouter à la note annonçant la démission des ministres, que cette démission était acceptée, mais qu'ils continueraient à diriger les affaires courantes jusqu'à leur remplacement.

Dans cette lettre, le souverain exprimait les plus profonds regrets de la résolution de M. Rouher.

M. Schneider tit transmettre cette lettre à M. Rouher et se retira.

M. Rouher dut alors contre signer le nouveau décret de prorogation qui supprimait le premier et le fit envoyer au *Journal officiel* car, n'étant plus ministre puisque sa démission était acceptée, il n'avait plus le pouvoir de donner l'ordre formel qu'il venait de recevoir de son souverain et auquel la démarche même de M. Schneider attestait un caractère d'extrême urgence.

Aussitôt composées, les épreuves de la note et des deux décrets de prorogation du Corps législatif et de dissolution du Sénat furent envoyées à M. Norbert-Billiart, directeur des journaux officiels, qui, bien que frappé de l'incorrectitude existant dans ces épreuves, avait reçu contre-ordre de faire aucune correction.

Cependant, le bal s'anima bientôt, et le cercle des danseurs s'élargit de plus en plus.

L'entrain gagna tout le monde, et ce ne fut qu'à l'aube qu'on songea à permettre à l'augeste voyageur de prendre un repos nécessaire après les fatigues d'une soirée aussi remplie.

La visite du grand-duc dans le pays de la Kabarda est appelée à laisser des traces profondes dans la population. Le prince a produit sur cette peuplade, en manifestant la confiance absolue du grand-duc à leur égard.

— Le conseil municipal de Trieste a résolu, à l'unanimité, de consacrer la somme de 1,000 francs à l'érection d'un monument à Rossini.

— On vient de faire de nouvelles fouilles à Herculanum. On a trouvé un panier de grain, deux moyenne, copie médiocre d'un original précieux. Les excavations d'Herculanum sont très fatigantes. Le ville est enfouie à 20 mètres au-dessous du niveau actuel du sol, tandis que Pompéi n'est qu'à 7 ou 8 mètres de profondeur. En outre, le conche qui couvre Herculanum est plus profonde et plus compacte. Afin de la ramener il faut recourir à de plus forts outils ; mais cette fatigue est compensée par la certitude que l'on y retrouvera des objets plus nombreux et de plus de valeur qu'à Pompéi. On sait, du reste, qu'après le désastre les habitante de Pompéi ont pu retourner à leurs habitations ensevelies, et en extraire les objets les plus précieux ; cela n'est pas arrivé à Herculanum.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Ouverture du Sénat français.

Discours de M. Rouher.

Le Senatus-Consulte.

Lettre du Capitaine-Général de Madrid.

La situation en Espagne.

Elections du Kentucky.

Victoire des Démocrates.

Nouvelles du Paraguay.

Nouvelles de Cuba.

Nouvelles Européennes.

(*Par le Câble Français.*)

Madrid, 3 août.—Le capitaine général de Madrid s'adressé au Régent et au général Prim une lettre dans laquelle il s'exprime ainsi :

" J'ai donné mon concours à la révolution, espérant voir le règne de la moralité, de la loi, et de justice, remplacer celui des abus. Dix mois se sont écoulés depuis le jour où la révolution s'est accomplie. Mes espérances ont été déçues. De graves abus, une profonde immoralité, une anarchie déplorable règnent dans le pays; il est absolument nécessaire de mettre fin à ces désordres. La Constitution a proclamé la monarchie. Il faut, sans retard, choisir un Roi : si le gouvernement ne s'occupe pas promptement de la question, j'abandonne tout espoir dans l'affermissement de la révolution, et je me retire dans la vie privée. "

Cette lettre a été lue en conseil des ministres; elle a causé une profonde impression.

Dresde (Saxe), 3 août—Trois cents personnes ont péri dans une explosion de mine située dans les montagnes, près de cette ville.

Paris, 3 août—La session du sénat a été ouverte hier par un discours de M. Rouher. Après avoir rappelé que l'examen des réformes proposées a été mis par la Constitution dans les attributions du Sénat : Vous devez, a dit M. Rouher, considérer si les dites réformes sont assez populaires pour marcher de pair avec la liberté, et en même temps assez fortes pour résister à l'anarchie.

J'ai la confiance, a-t-il ajouté, que le Sénat abordera cette discussion avec le désir sincère d'interpréter la volonté du pays; et, grâce aux efforts combinés du gouvernement et du Sénat, le pire danger, l'anarchie, sera évité, et établira les pouvoirs de l'Etat. Ainsi, les institutions de l'Empire acquerront force, splendeur et popularité.

Après ce discours, lecture a été faite du sénatus-consulte. En outre des dispositions qui ont été transmises par le télégraphe, le sénatus-consulte proclame le ministre de la Maison Impériale, l'Empereur, et continue tout à délibérer en conseil sous sa présidence. Ils seront considérés, comme membres honoraires de leurs actes, mais ne pourront être mis en accusation que par le Sénat.

Un ministre, fit un membre du Sénat ou du Corps législatif, aura le droit de prendre part aux délibérations de la Chambre dont il fera partie.

Le ministre de la Justice a présenté quelques explications d'un caractère très libéral.

Le Sénat s'est ajourné à jeudi.

Dans un grand dîner donné, il nommera un comité de dix membres pour examiner le senatus-consulte.

Nouvelles de Washington.

Washington, 3 août—Nouvelles officielles en date du 26 juillet, reçues par les Cubains :

Depuis cette date, les Espagnols n'ont fait bon nombre de prisonniers, ce qui paraît devoir sauver d'une exécution sommaire ceux d'entre eux qui ont combiné aux mains des Espagnols et leur seront bientôt échangés contre de la part de nos frères.

Quesada a détruit complètement les communications avec Puerto Principe. La mauvais état sanitaire régnant dans cette ville empêche seul de l'occuper. Letona a essayé vainement de rétablir les communications ; il a échoué.

Les pertes des Espagnols sont trois fois plus grandes que celles des Cubains. Letona a en tout 6000 hommes de troupes dans la ville et la province de Nuevitas.

Quesada a environ 9000 hommes bien armés et bien disciplinés, prêts à marcher à un jour fixé. Le matériel de guerre est en parfait état. Quesada a livré plusieurs combats défensifs, dans lesquels les Espagnols ont été repoussés, après avoir perdu relativement beaucoup de monde. Les Espagnols ont perdu, à Ville Clara, 200 hommes, des armes, des munitions, des traînailleries et des provisions. Une expédition, dirigée contre certaines plantations a échoué; les forces qui la composaient ont été presque entièrement détruites par les Cubains, qui ont pris 80 hommes tués et 300 prisonniers. Ils avaient 1300 hommes en ligne dans cette bataille; et les Cubains étaient au nombre de 760.

Jordan informe que ses troupes sont en excellente condition ; il est lui-même bien portant. Il affirme avoir fait le tour de monde que n'en compte le corps espagnol qui est enface de lui. Ses forces, dit-il, sont bien organisées, supérieures, et se battent comme des démons. Son effectif s'accroît journellement par l'arrivée de recrues nouvelles. Il exprime la plus entière confiance dans le succès.

Washington, 3 août—Recettes du Revenu intérieur aujourd'hui $674,000.

Les Dépôts des E.-U. ont reçu l'ordre de retirer les billets de la circulation.

Creswell est attendu avoir été de retour à Washington dans dix jours.

Les autorités du Revenu ne proposent de fermer aucun distillateur à cause de l'insuffisance de pouvoir faire reprendre la fabrication sur des bases honnêtes.

La paix régnait aujourd'hui, tous les blancs et imprimés des Douanes seront fournis d'ici.

Washington, 3 août—Le département de Trésor a reçu des informations officielles de l'agent Kinsella, en mission à la Nlle Orléans. Il apporte des dépêches de Seward et de Grant, et de Louis et à Chicago par les officiers du Trésor, comme originaires de Pile de Cube et entrés sans acquittement de droits. Donane, en fabrique qu'elles habitent, rue de Bassin. Les nommés Henry Holson et Thomas Hyrnes, ont également été arrêtés, prévenus de complicité dans le vol.

CONSEILS DE VILLE.

ALDERMEN.—Réunion hier soir sous la présidence de M. Wiltz.

Une communication du secrétaire des Water-Works donne un état de la situation des finances de l'établissement.

Elle adopte une résolution accordant deux semaines de congé au recorder Baker.

Une résolution pour mettre en usage un instrument pastant d'Amerzong, pour nettoyer le canal Mélpomène est adoptée.

Une résolution allouant au Dr Jno. G. Au-

les 15 1/2. Pieds-côtés 18 8/4 à 19 1/4. Graisse 13 1/2 à 19.

Louisville, 3 août.—Farine superfine $4 50 à $4 75. Maïs 85. Avoine 70. Tabac, 105 boucaute vendus de $6 00 à $21 00. Whiskey $1 00.

(*Dépêches d'hier soir.*)

Paris, 3 août—Le projet de sénatus-consulte est terminé. Il donne à l'Empereur et au Corps législatif l'initiative de la présentation des projets de loi.

Les ministres peuvent être membres du Corps législatif ou du Sénat. Les séances du Sénat seront publiques.

Chacune des Chambres fera son règlement intérieur. Les membres des deux Chambres auront le droit d'adresser des interpellations au gouvernement.

Aucun amendement ne pourra être adopté s'il n'a été référé au préalable à un comité d'examen, qui en donnera communication au gouvernement. En cas de conflit, le conseil d'Etat décidera la question en dernier ressort.

Le vote du budget aura lieu par chapitres et articles : toutes modifications de tarifs donnentes ou nouveaux, par traité international, ne pourront être faites, si ce n'est en vertu d'une loi spéciale.

New York, 3 août—Le maire Hall a présidé un grand meeting à Tammany hier soir. Cette réunion avait pour but de protester contre la conduite du gouvernement dans les affaires de Cuba et d'Irlande.

Louisville, 3 août—Plusieurs coups de pistolets aux élections. Pas de tués. La ville a donné 6,000 voix de majorité au parti démocrate, et l'Etat donnera probablement 50,000 voix de majorité au même parti. Les républicains réclament 15 à 20 membres.

New York, 3 août—Les dernières nouvelles de Rio Janeiro annoncent que les Alliés ont échoué dans leur mouvement contre Villa Rica, perdant ainsi plusieurs jours. L'arrière-garde de Lopez, toutefois, n'a pu profiter de son avantage, mais sa position dans les montagnes semble être de faire des reconnaissances.

Memphis, 2 août—Le général R. T. Patterson, collecteur du Revenu, ordonne qu'à l'avenir toutes les liqueurs arrivant sur place devront être soumises à son inspection et ne seront pas délivrées aux consignataires sans son ordre.

Le nommé W. N. Starbury a été assassiné, samedi soir, à Council Bend, comté de Quitman, Ark. A 50 milles au-dessous de notre ville, par des nègres à la tête des quels se trouvait un blanc.

Chez à bord de son bateau que Starbury, marchand forain, a été assassiné.

Des mandats d'arrestation ont été lancée contre dix-neuf nègres, dont sept nègres, duo. Bryant et Wm Arthur, ont été arrêtés.

Liverpool, 3 août—Coton stationnaire. Middling Uplands 12 7/8 ; Orleans 13 à 13 1/8. Ventes de 10,000 balles.

Lainages et linens à Manchester plus fermes.

Le Havre, 3 août—Coton disponible 150.

CHRONIQUE LOCALE.

COTON NOUVEAU. — La première balle de coton nouveau est arrivée hier à la Nouvelle-Orléans par le steamer I. C. Harris. Elle a été récoltée sur la plantation de M. John McAllen, à 30 milles nord de Brownsville, Texas.

AFFAIRE DU CITY PARK.—Le recorder Gastinel a renvoyé Salvador Carlotte des fins de la plainte. Ne connaissant ni les dispositions des lois relatives à la police du parc, ni devant la Cour du recorder Gastinel, nous réservons aujourd'hui tous commentaires sur ce verdict.

CENTÉNAIRE.—Le centième anniversaire de la naissance de Humboldt sera fêté dans les écoles de cette ville. Il sera fait un discours pour cette occasion, une fête publique à la Nlle-Orléans. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette initiative de l'Institut Humboldt. En effet, est l'un des plus grands esprits dont l'humanité puisse s'honorer. La science lui doit, relativement à ce continent, les plus précieuses découvertes.

INCENDIE.—Hier soir, de dix heures et demie à onze heures, un incendie s'est déclaré dans la maison de M. T. Anfoux, rue Baronne, près la rue du Canal. Le feu a pris dans un grenier; il a été rapidement éteint.

ACCIDENT.—Un cheval attelé à une voiture s'est emporté hier, dans la rue des Magasins et est venu se briser contre un arbre de la rue Carondelet. Personne n'a été blessé, mais l'une des voitures qui s'y trouvaient, M. Charles Dunn, a été grièvement blessé.

MENAÇANT RUINE.—Le sergent Riley rapporte que la batisse Nos 156 et 158, rue de la Nlle-Levée, entre Girod et Notre Dame, menace ruine et doit être démolie.

CONDAMNATION.—Billy Little a été reconnu coupable de vol par la Cour du 1er District, dans son audience d'hier.

DÉCÈS ET TROUVÉ.—Mr. O. M. Redon, boulanger, demeurant rue Rousseau, a perdu hier matin, dans la rue des Magasins, ou il passait, un portefeuille contenant $250 en greenback, $350 en billets de ville ; deux chèques, l'un de $1000, l'autre de $40. On a vu, paraît-il, un individu ramasser le portefeuille quelques instants après que son propriétaire l'eût laissé tomber. Mais jusqu'ici, rien encore n'a été rapporté à M. Redon.

ARRESTATION.—Le nommé Paul Domas a été arrêté hier par l'officier Ronseller et Lecoat, dans l'Avenue Washington, au moment où il excitait nombre d'ouvriers à se rendre en force à la Nlle-Orléans pour s'opposer à ce qu'on emploie comme journaliers, pour le travail, d'une grande influence sur une certaine partie de la classe ouvrière. Aussitôt après son arrestation, le fouie, au milieu de la quelle il s'agitait, a été dispersé.

GENTLEMAN ET VOLEUR.—Un certain Riley rapporte qu'il a quelques jours, à la résidence de M. A. J. L....., rue de l'Esplanade, M. Morgan (il se donnait ce nom) arrivait, disait-il, d'Europe, et était chargé à l'obligeance de M. L..... pour avoir les renseignements qui lui étaient nécessaires. Voyant en M. Morgan un gentleman, M. L..... lui donna ce qu'il désirait, se prêta volontiers à ses désirs. L'entretien fut long, et M. Morgan se retira en remerciant vivement son hôte de l'accueil gracieux qu'il avait bien voulu lui faire.

Quelques jours après, la maison de M. L..... était dévalisée. Plusieurs pièces d'argenterie, des bijoux, pour 2 à 3 mille $, avaient été tirent mais basse sur tout ce qu'il y a de plus parent emporter. Mais avant de se retirer, le chef de bande avait laissé sur la table, évidemment, une carte de visite sur laquelle était tracé ce simple mot : " Morgan. ". Quant à M. L....., il a tard, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.

VOL.—M. Sam